



Jeunes communistes :

Pleins feux sur l'avenir

Notre dossier est consacré aujourd'hui aux jeunes communistes. Comment voient-ils l'avenir, pourquoi s'engagent-ils dans l'action politique ?

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 779

3 février 2005

prix : 0,40 €

APRÈS LES FONCTIONNAIRES ET LES AGENTS DES SERVICES PUBLICS :



Préparons le
5 FÉVRIER

■ RÉFÉRENDUM :

P 2

La victoire du NON au référendum sur le traité de constitution européenne.

■ LA DÉMOCRATIE :

P 3

Après la décision du Président de la CARENE, nous ouvrons le dossier et faisons le point.

■ LES FONCTIONNAIRES GRONDENT :

P 5

Dans notre département, les fonctionnaires et les agents des services publics sont descendus dans la rue.



■ RENCONTRE :

P 6

Le dernier «Café Huma» était consacré à Paul Nizan. Revenons sur cette soirée.

■ EN DIRECT SUR LE WEB :

P 8

En tapant www.pcf-44.com, vous serez dorénavant en direct avec la Fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français. Tout sur le site.

L'actualité politique...

EN BREF

Comment dire

Alors que Jean Pierre Raffarin ne doute pas de la victoire du oui lors du référendum sur la constitution, et qu'il mènera campagne pour que ce soit le cas, son confrère de l'UDF se dit inquiet sur le résultat de la consultation. Pour l'ultra européen Bayrou, plusieurs risques existent pour la victoire du oui : La crainte de l'ultra libéralisme (bien vu Mr Bayrou), et les questions sociales (encore bien vu). Là-dessus et là-dessus seulement il y a accord entre nous monsieur Bayrou.

Le NON gagne du terrain

Si dans les derniers sondages publiés le oui serait toujours en avance, il faut remarquer que l'écart se resserre (progression de 4 % du non au détriment du oui), ce qui conforte l'idée qu'une victoire du non n'est pas utopique en France. Fait marquant : l'abstention autour de 60 % est en forte progression. La victoire du non semble déjà être liée aux capacités des défenseurs d'une autre Europe à aller faire voter ceux qui n'ont rien à attendre de cette constitution.

Désengagement et vigilance

Alors que le chef des chefs déclare, en tant que président de la république, qu'il maintient le cap, il réaffirme la baisse des impôts sur le revenu. Les collectivités territoriales supportent le désengagement de l'état dans de nombreux domaines (éducation, santé, transports...) Ce désengagement risque de peser lourd sur les prochains avis d'imposition locale. Attention de ne pas se contenter - comme semble le faire les socialistes - d'opérer un simple transfert mathématique entre les différents impôts sans combattre la politique de la droite.

Sécu : la grogne

78 % des médecins s'opposent à la convention du ministre docteur Douste Blazy dans le cadre de la réforme de la sécu. Ils seraient mêmes prêts à boycotter les formulaires du médecin qui doivent être remplis avant le 1^{er} juillet prochain. Pauvre Ministre, même pas compris des siens... peut être faut-il simplement qu'il revoie sa copie.

Façon de voir les choses

Le porte parole du gouvernement, le sieur Jean François Coppé n'en est pas à son premier coup quand il s'agit de donner un avis sur une situation embarrassante. Cette fois, l'explication qu'il donne de la semaine sociale vaut d'être reprise. «**Les temps ont changé, les mentalités ont évolué : personne n'est dans la configuration des grèves**». Il fallait le faire n'est ce pas, surtout après la semaine sociale des fonctionnaires et des secteurs publics et quelques jours avant la grande journée d'action du 5 février. Au fait le nom du porte parole du gouvernement, vous disiez ?... j'avais cru entendre Jean François Coué.

Point de vue

par Yannick CHENEAU



En mettant à la disposition des communistes, et plus largement des citoyens, un site Internet ; en réalisant dans le même temps une nouvelle maquette de son journal «Les Nouvelles de Loire-Atlantique», la Fédération du Parti Communiste entend se placer pour les semaines, les mois et les années qui viennent, dans une position offensive afin de mener un débat concret avec les habitants de notre département.

Comment, en effet, accepter que les enjeux d'aujourd'hui se mènent sans débat, d'une façon larvée, avec des arguments mouchetés, alors qu'il en va de notre avenir et de celui des générations futures.

Nous avons vu lors des dernières élections européennes, que ni le Parti Socialiste, ni l'UMP, ni l'UDF ne voulaient une confrontation d'idées. Demain, nous serons appelés à nous prononcer sur les enjeux euro-

péens par référendum, et, très rapidement sur les destinées de la France avec les élections présidentielles et législatives. Cela ne peut se réaliser sous le manteau, sans débat.

Nous n'avons pas choisi le camp de ceux qui acceptent et encouragent une politique du moindre mal. Nous voulons changer cette société qui engendre et nourrit inégalités, misère et exclusion. Nous voulons la construire avec toutes celles et tous ceux qui en sont d'accord.

Pour cela nous avons décidé d'établir de nouveaux moyens d'échange et de communication. Le site Internet permettra une nouvelle inter-

activité, immédiate sur toutes les questions avec une meilleure connaissance des prises de positions, des déclarations des élus et des organisations du Parti. Le journal de la Fédération modernisé, lui aussi plus interactif, dont nous souhaitons élargir, avec votre concours, la diffusion, contribuera à cette nouvelle étape.

C'est une conception offensive qui nous guide pour cette année 2005 ; j'en suis persuadé, beaucoup de citoyens s'y engageront avec la même volonté de changement.

Soyons offensifs et donnons-nous les moyens pour mener un débat concret



Pour le NON au référendum

La campagne du référendum est maintenant clairement engagée. À droite comme au PS chacun cherche, d'ores et déjà, à en détourner les enjeux. À l'évidence, à gauche, les tenants du OUI ont du mal à en faire un vote anti droite. Et pour cause ! Accepter ce traité constitutionnel, c'est accepter une conception de l'Europe diamétralement opposée aux aspirations sociales et

citoyennes, c'est se plier au diktat du libéralisme. Pour les communistes, l'enjeu doit donc être de travailler dès maintenant au rassemblement autour du NON pour une Europe démocratique, de progrès social et de paix. Les potentialités sont réelles et importantes comme le montrent à la fois, les dernières enquêtes d'opinion et le récent débat interne du PS. L'heure n'est plus au débat «pédagogique» entre défenseurs du NON et les porteurs du OUI. À quatre mois du référendum, c'est la campagne autour du NON qui doit prendre de l'ampleur. Notre Parti est la seule grande

formation de gauche à s'être positionnée clairement. Notre préoccupation principale doit être d'élargir le plus possible, le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui rejettent la «constitution Giscard», par delà leurs choix politiques res-

pectifs. Cela nécessite une campagne de masse, de terrain, au porte à porte, dans les quartiers, à la porte des entreprises. C'est l'effort militant que doivent déployer les communistes. Sans l'opposer aux collectifs de citoyens, d'élus agissant en ce sens, tout au contraire - puisque cela alimente le rassemblement - cette campagne de proximité est indispensable pour gagner un à un les votes sur le NON et pour porter le débat sur le contenu de choix politiques antilibéraux. La victoire du NON est à ce prix !

Yann Vince



De vous à moi...

Est-ce au stupide concours du plus rétrograde ou du plus cynique que se sont livrés les patrons lors de la récente assemblée du MEDEF ? On pourrait y croire, à l'écoute des élucubrations patronales lancées de la tribune sous des salves d'applaudissements des «confrères».

Prenons un exemple parmi tant d'autres des rêves non dissimulés de ceux qui dirigent les entreprises françaises :

«**Profitons, dit-il, d'une chance historique avec les départs massifs à la retraite de fonctionnaires dans les prochaines années pour supprimer non pas 18 000 ou 30 000 emplois mais au moins 500 000**».

Facile ensuite au baron Seillière, le chef parmi les chefs, de conclure avec le même cynisme sur les félicitations au Président de la république et au gouvernement pour leur «engagement» à réduire l'impôt sur le revenu de 30 % d'ici à 2007. «**Cela va les obliger, les contraindre à la réduction de la dépense publique, à la réforme de l'administration et de l'état**».

On a vraiment du souci à se faire, si on les laisse faire...

Y.C.

VITE LU VITE DIT

URSSAF

63 % du personnel a observé une grève pour demander la création de 10 postes supplémentaires afin de faire face aux charges de travail.

Il est vrai que le Conseil d'administration avait dès le mois de juin, adopté dans son budget 2004, la création de ces 10 postes. Raison de cette situation : l'organisme de tutelle là encore ne suit pas...

AUTOUR DU NON

Deux Comités pour «le NON au projet de constitution européenne» viennent de voir le jour à Nantes et à Saint-Nazaire dans lesquels nous retrouvons des signataires de divers courants politiques et syndicaux. Ceux-ci s'inscrivent dans la départementalisation de «l'appel national des 200».

FLEURISSEMENT

L'installation des radars automatiques «Jackpot» sur notre département avait pris un peu de retard. À en croire les autorités compétentes, cela devrait être très rapidement corrigé car on nous annonce la mise en service de plusieurs exemplaires dans les semaines qui viennent : un premier sur la RN 23, une autre porte d'Orvault en attendant en mars l'équipement du pont de Saint-Nazaire et de la route bleue. D'ici deux ans nous devrions dénombrer une dizaine d'engins sur les routes du département.

HAUTE TENSION

Le Comité interministériel a tranché : la ligne à haute tension de 225 000 volts qui doit traverser la Brière devra être enfouie. Quant au coût de l'opération, c'est RTE qui devra le prendre en charge, l'alimentation en électricité étant de la responsabilité de l'état. C'est en soit, une bonne nouvelle qu'il s'agit maintenant d'appliquer.

La carène : une curieuse conception de la démocratie

Chacun se souvient des nombreuses consultations, entrevues et discussions menées par les élus communistes de la région de Saint-Nazaire sur la question de l'élimination des déchets ménagers. Cette concertation qui a duré pendant des mois, a conduit au refus unanime des 14 élus du groupe communiste et républicain de voir les ordures de la région nazairienne, être déversées à Donges Ouest.

Un choix imposé par le Président de la Carène qui a profondément divisé l'assemblée puisque les élus de droite ont refusé de participer au vote. Troublé et déstabilisé par le fait que cinq maires sur les dix que compte la Communauté d'agglomération refusaient le site, le Président de la Carène décidait quelques jours plus tard de trouver un bouc émissaire en privant Marc Justy, Président de la commission environnement, de la partie de sa délégation qui concernait les ordures ménagères.



Décision arbitraire, ont estimé les élus communistes dans une lettre envoyée à Joël Batteux car le vote du Maire de Saint Joachim, «vote effectué dans le cadre d'une légitime solidarité de groupe, ne saurait remettre en cause les capacités et la détermination du Président de la Commission Environnement, dès lors qu'une majorité s'est dégagée et a tranché, à

prendre toutes ses responsabilités dans la résolution du problème complexe de l'élimination des déchets ménagers». Joël Batteux en a jugé autrement et a annoncé à la Conférence des Maires du 11 janvier la mise en place d'un «Comité de pilotage» qu'il présidera.

Les Maires communistes présents ont renouvelé leur opposition à la création d'une telle structure et ont

réservé leur réponse quant à leur participation.

Nous sommes loin, très loin aujourd'hui des principes affirmés par la Charte Fondatrice de la Carène signée il y a un peu plus de quatre ans. «...Exigence de transparence et... Recherche systématiquement du consensus pour toutes les décisions importantes afin de garantir le développement de l'agglomération dans le respect de l'identité des communes qui la composent... Commissions ouvertes et travaux préparatoires, rapports préalables à toute décision, recherche systématique du consensus... Pour prendre les décisions nécessaires à un développement solidaire assumé par tous» disait le document.

Il faut revenir vite à ces principes de fonctionnement qui seuls permettent les rapports de confiance nécessaires à toute coopération intercommunale.

Chateaubriant

500 personnes à la Sablière

À l'appel du Maire de la ville, 500 personnes se sont rassemblées, samedi 15 janvier, à la carrière des Fusillés pour protester contre les propos de Jean Marie Le Pen sur l'occupation allemande en France. On notait une forte représentation d'élus et de militants communistes de Loire-Atlantique. Parmi eux Michel Rica, Secrétaire départemental du PCF et

Philippe Denis, Président du groupe communiste et républicain à la Région.

C'est très émue que l'assistance a écouté la lecture de la dernière lettre que Guy Môquet, dix-sept ans et demi envoya à ses parents avant d'être fusillé : «... Ce que je souhaite, notamment, de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose. Soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir».



Délégation chez le Préfet

Extension du port à Donges-Est, nouveau franchissement de la Loire..., tels étaient les sujets «brûlants» que tenaient à évoquer avec le Préfet de Région les élus communistes du département. Gilles BONTEMPS, Jean-Louis LE CORRE, Hubert DELAHAIE, Michel RICA et Yann VINCE ont ainsi été reçus le 13 janvier dernier par le Préfet Bernard BOUCAUD et ont porté l'exigence des communistes du département que ces grands dossiers conditionnant le développement économique et social du département, ne prennent pas davantage de retard. Le représentant de l'Etat, tout en se montrant rassurant sur la volonté gouvernementale, convenait de ces retards consécutifs «aux exigences européennes et aux conditions de la consultation préalable».

À suivre...

À 380, la fierté

La bataille autour de A3XX n'a pas été vaine. Il y a quelques jours l'A380 a été présenté au monde entier. Les communistes peuvent être particulièrement satisfaits de cette journée. On se souvient en effet de la bataille qu'ils ont menée pour que ce projet aille au bout et que la France prenne toute sa place dans sa concrétisation et particulièrement pour qu'il soit assemblé dans la capitale de l'aéronautique française : Toulouse.

Aujourd'hui, «tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil»... Mais nous n'avons pas la mémoire courte et n'oublions pas que ceux qui peuvent pavaner devant le premier exemplaire, n'étaient pas obligatoirement ceux qui défendaient hier l'industrie aéronautique nationale avec ses usines de Nantes et de Saint-Nazaire. Il fallait se le dire...

Jeunes communistes

Plein feux sur l'avenir !



Depuis 2002, les jeunes ont marqué de leur empreinte, les manifestations anti-Le Pen, les défilés contre la guerre en Irak, les mobilisations pour l'école et les mouvements de riposte à la politique destructrice de la droite au gouvernement. On les dit «désengagés» et

«abstentionnistes» quand on ne leur reproche pas d'arriver «tard» sur le marché du travail. C'est bien mal connaître la réalité que subit la jeunesse d'aujourd'hui. Avec 65 % d'étudiants salariés, la vie active commence plus tôt et par la mauvaise porte, celle de la précarité.

En 2000, une étude de l'INSEE montre une progression de la pauvreté chez les jeunes avec 10,4 % de taux de pauvreté chez les 15-25 ans contre 6,5 % sur l'ensemble de la population. On comprend mieux dès lors, leur engagement massif dans le milieu associatif, mais aussi

dans des mobilisations plus politiques. Le 21 avril 2002, avec la présence de l'extrême droite au deuxième tour de la présidentielle, a agi comme un électrochoc et suscité des volontés nouvelles de débattre, de construire, de s'organiser efficacement. Le renforcement que connaît l'organisation des Jeunes Communistes s'inscrit dans ce mouvement. Très actif dans la lutte contre la précarité et les discriminations comme dans les mobilisations contre la guerre en Irak, le mouvement connaît en effet depuis deux ans une vague d'adhésions, significative. Avec plus de 17 000 membres, le MJCF est toujours, avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la première organisation de jeunesse en France. NLA donne aujourd'hui la parole à des jeunes communistes du département qui évoquent les raisons

de leur engagement. Clotilde, jeune docteurante en économie, présente son adhésion comme un besoin de débattre, «une envie de s'impliquer au lieu de critiquer». Pour Pedro, ouvrier viticole, la JC est avant tout un choix de proximité, c'est pour répondre aux aspirations spécifiques à la jeunesse qu'il a pris sa place dans une organisation construite par les jeunes eux même. Guillaume, kinésithérapeute en formation avait «peur de se sentir perdu» dans un grand Parti comme le PCF, très structuré. Le choix de la JC s'est présenté à lui comme une évidence : «je n'aurai pas pu rejoindre une extrême gauche inefficace qui se trompe d'ennemi en ciblant toujours la gauche, ni un PS qui refuse de rompre avec le libéralisme». Entre

idéal et réponses concrètes, les jeunes communistes sont déterminés à transformer la société. Une détermination sans naïveté que l'on retrouve dans la volonté partagée d'élargir le mouvement et d'en faire un outil accessible au plus grand nombre pour s'exprimer et s'organiser. Dans le département, les jeunes communistes relaient la pétition pour la libération de Marwan Barghout. Prochaine étape : la bataille pour le NON à la constitution européenne et de nombreuses initiatives dans les facs, les lycées et les quartiers pour informer sur les dangers de ce projet ultralibéral. «Le capitalisme a fait son temps !» peut-on lire sur les affiches... Et une nouvelle génération de prendre part à l'activité communiste.

S'engager pour transformer la société

Laetitia : 23 ans travailleuse sociale en formation

«Un idéal et la réponse à des problèmes concrets»

Qu'est ce qui t'a poussée à rejoindre un mouvement politique ?

Je voulais être actrice dans la société, m'investir concrètement dans ce que je crois. Je voulais surtout changer les choses et la seule manière d'y parvenir, c'est de s'investir dans une organisation politique.



des jeunes communistes existe. Je voulais militer parmi les gens que je suis amenée à fréquenter, à rencontrer. Je suis plus en phase avec des gens de mon âge qu'avec des camarades

Pourquoi as-tu fait le choix de t'investir dans une organisation spécifique à la jeunesse ?

Si j'ai commencé à militer, c'est parce que le mouvement

plus âgés. Et puis la jeunesse c'est l'avenir, les difficultés que nous connaissons, c'est aussi la société de demain.

Pourquoi avoir choisi le mouvement communiste, qu'est-ce que ce mot représente pour toi ?

Le communisme, c'est un idéal, mais c'est aussi la réponse aux problèmes concrets que subissent les jeunes, en proie à la précarité, au chômage massif, aux discriminations. C'est une idée politique qui donne une force à l'Humanité, mais c'est aussi une culture historique, des valeurs concrètes, une manière d'agir, une pratique quotidienne. Être communiste, c'est s'épanouir personnellement et rechercher l'épanouissement de chacun.

Ils ont dit :



Clotilde 24 ans, doctorante en économie : Il faut en finir avec le capitalisme et l'esclavage humain pour répondre aux besoins des populations. L'activité humaine doit profiter à l'Humanité, pas à l'accumulation du capital.

Les autres partis refusent de s'attaquer au capitalisme, ils appliquent une politique de «laisser faire». Je suis adhérente au PCF et l'activité de ma cellule ne me suffisait pas. À la JC, je me sens plus active, plus efficace. J'ai surtout envie de bousculer les choses.



Guillaume 21 ans, étudiant : J'avais envie d'agir, d'arrêter d'être spectateur, de mieux comprendre comment la vie politique et les institutions fonctionnent pour agir efficacement. Le mouvement communiste est une force historique crédible et déterminée à protéger les populations contre l'exploitation et faire reculer les injustices.

Pedro 26 ans, ouvrier viticole : Je voulais me battre pour réaliser mon idéal. À 26 ans, je n'ai pas connu les échecs du passé, ni les grands moments de l'histoire du communisme, mais la lutte des classes existe toujours et les jeunes la subissent de plein fouet. Les jeunes communistes s'inscrivent dans cette bataille avec l'objectif révolutionnaire de transformer la société.



Prenons note...

La loi VEIL a trente ans !

L'AVORTEMENT, un droit, un choix, notre liberté.

Des milliers de manifestants, dont deux cars de Nantes, ont le 15 janvier réaffirmé leur combativité pour défendre un droit fondamental et inaliénable.

Aujourd'hui, encore, ce droit est remis en cause alors qu'une femme sur deux, fera ce choix personnel, quel qu'en soit le prix. Ainsi, des inégalités criantes se développent.

L'église et l'état

L'article 51 de la Constitution accepte de ne pas avoir de séparation de l'église et de l'état. Quelle régression et quel danger pour les femmes quand on voit comment, dans le monde, on se sert de la religion pour faire régresser la condition féminine !

Sur les 10 pays qui sont entrés dans l'Europe, trois d'entre eux interdisent ou limitent l'avortement. Anna Zaborska élue Présidente de la Commission européenne aux droits des femmes, est d'ailleurs contre l'avortement.

Enfants étrangers citoyens solidaires

Le collectif départemental prolonge l'appel de la coordination nationale du Réseau Ecoles Sans Frontière qui prévoit des rassemblements le 2 février devant les préfectures. Le rendez-vous pour Nantes est fixé à 17 h 30.

Forum social mondial

La cinquième édition se déroule du 26 au 31 janvier 2005 à Porto Alègre.

11 espaces thématiques organisent toutes les activités proposées par le FSM 2005.

Quatrième forum social européen à Athènes au printemps 2006.

À suivre.

Désarmement nucléaire

Le comité nazairien du Mouvement de la Paix prend part à la campagne nationale :

- Diffusion d'explications pour créer un courant d'opinion favorable à cette exigence,
- Adresse aux élu(e)s de la CARENE appelant à des initiatives fortes sur le Traité de Non Prolifération Nucléaire,

Le jeudi 3 février, Mme Miho Shimma, Présidente de l'Institut Hiroshima, tiendra une conférence débat, à 20 h 30, à la Maison du Peuple sur le thème «En finir avec les armes nucléaires»

60e anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki

L'espace Cosmopolis à Nantes accueille l'exposition réalisée par le Musée de la paix d'Hiroshima avec un cycle de conférences dont le 8 février à 19 h «Alternatives à la culture de guerre»

Exposition visible du 25 au 30 janvier à la Maison du Peuple à Saint-Nazaire.

Opération coup de poing

La politique sécuritaire et répressive ne manque pas de soulever inquiétude et hostilité des démocrates et des professionnels. Ce fut le cas de l'opération du 6 janvier «sécurisation aux abords des établissements scolaires» avec la fouille systématique à l'entrée des écoles. Le PCF souligne que «cette opération expérimentale» va dans le sens d'un projet global de faire entrer la police dans les écoles».

Essai à transformer le 5 février

L'appel de la CGT, CFDT, CFTC, UNSA, FSU, solidaires à une journée nationale d'action et de mobilisation locale témoigne que la coupe semble pleine pour le monde salarié.

Les thématiques d'action ne se résument pas à la seule défense des 35 heures. Les thèmes retenus sont larges, mais assez précis pour cerner les sujets de préoccupations. Les salariés du public et du privé et les privés d'emploi sont invités à manifester sur «le temps de travail (35 heures, jour férié...), pour des négociations salariales dans le public et le privé, pour l'amélioration du pouvoir d'achat, le développement de l'emploi, la défense du code du travail contre les dérégulations dont il est l'objet». Il ne s'agit donc pas d'une plate forme commune, mais d'un appel à manifester ciblé sur des revendications qui laisse à chaque organisation le loisir de développer ses priorités.



Au cœur de ces mobilisations, gageons que nous retrouverons : les droits, les moyens de vivre, l'emploi, les délocalisations, les salaires, la défense du service public.

Au contraire de la grande satisfaction du baron Seillière, tellement bien servi par Chirac et Raffarin, les forces vives du travail expriment une tout autre réalité, celle des souffrances sociales, des exigences populaires, de la combativité.

Ce qu'il faut à notre pays, pour répondre aux besoins sociaux, pour favoriser une croissance des emplois et des qualifications, c'est donner du pouvoir d'achat à celles et ceux qui depuis des années sont contraints aux sacrifices, aux fins de mois difficiles, à l'absence de perspective d'avenir.

C'est d'une sécurisation de leur parcours professionnel par l'emploi ou la formation avec une continuité de revenus, assurée dont ils et elles ont besoin.

Donnons de la force à ces exigences en participant le 5 février aux rassemblements à Nantes et Saint-Nazaire.

Politique sécuritaire

Un rapport d'octobre dernier sur la prévention de la délinquance émanant de M. Benisti, Député UMP, annonce la couleur. Il dresse le parcours d'un enfant de 3 à 16 ans, délinquant potentiel remis dans le droit chemin grâce au système «action/réaction».

Entre 1 et 3 ans, seuls les parents, et en particulier la mère, ont un contact avec leurs enfants. Si ces derniers sont d'origine

étrangère, ils devront s'obliger à parler le français dans leur foyer pour habituer les enfants à n'avoir que cette langue pour s'exprimer. Les PMI devront détecter les enfants ayant des troubles comportementaux.

Entre 4 et 6 ans, si les conseils de la phase 1 n'ont pas été suivis, les choses se compliquent : l'enfant ne communique plus avec les autres, est indiscipliné, alors le pédopsychiatre intervient ainsi que l'assistance sociale et une personne référente créée pour la circons-

Une imposante action sociale

Eclatante réponse aux attaques du gouvernement Raffarin «Déferlante de fonctionnaires à Nantes et Saint-



Nazaire» titrait Presse Océan au lendemain du 20 janvier.

Après les postiers, les cheminots, les électriciens et gaziers... ; le 20 janvier, ce fut le tour des personnels de l'Education et autres fonctionnaires de défendre le service public et leur pouvoir d'achat.

«Ce moment est important. Nous sommes nombreux car cette manifestation est unitaire et le contentieux est important» assure un dirigeant syndical, avant que les 9 000 manifestants précédés de 3 500 jeunes lycéens défilent à Nantes. Ils étaient 2 000 à Saint-Nazaire.

Le «tous ensemble» interprofessionnel s'exprime avec force

pour exiger le retrait de la réforme Fillon sur l'école, l'exigence d'une revalorisation du pouvoir d'achat, la défense de tous les services publics et le maintien de toutes leurs missions, avec qualité et proximité.

Le sentiment d'impasse et de fatalité, face au gouvernement qui a maintenu ces réformes sur les retraites et la protection sociale malgré les nombreuses manifestations,

Une déferlante en réponse

pesait pourtant dans la préparation de ces rassemblements.

Mais l'appel unitaire et la force des exigences l'ont emporté ces derniers jours et ont permis ces rassemblements d'une force qui comptera.

«Cette semaine de luttes marque un point fort dans le regain de la mobilisation et une modification importante du paysage social et revendicatif» précise Serge DOUSIN Secrétaire départemental de la CGT. D'autres avec lui, affirment que ce 20 janvier est un véritable tremplin pour le 5 février.

pourra statuer sur l'avenir et le suivi du jeune

Entre 13 et 15 ans, le jeune devra quitter le milieu scolaire traditionnel et entrer dans la filière d'apprentissage d'un métier dès la fin de la primaire.

Au-delà de 16 ans, des centres de délinquances adaptés au plus de 16 ans devront être mis en place avec des éducateurs professionnels.

Voilà donc ce sur quoi De Villepin va s'appuyer pour établir son projet de loi de prévention de la délinquance.

Événements, culture, idées.

Paul Nizan : Intellectuel communiste (1905 - 1940)

Début janvier au Lieu Unique, le premier Huma-Café de 2005 était consacré à Paul NIZAN.

Pour Anne MATHIEU, «tour à tour pamphlétaire, romancier, essayiste et traducteur, NIZAN fut l'un des journalistes les plus en vue de la presse de la gauche des années trente». Selon elle : «il est temps de lire et de relire Nizan, car sa lecture n'est jamais anodine, superficielle. NIZAN est un grand écrivain avec lequel le 21^{ème} siècle devra compter».

Critiques anticoloniale et radicale

Les rééditions en cours devraient y contribuer. Reçu en 1929 à l'agrégation de philosophie, il publie en 1931 Aden Arabie, qui exprime sa critique véhémente du colonialisme. Le pamphlet est rude : «la culture bourgeoise est une barrière (...) une corruption de l'homme, une machine de guerre, la justification du pouvoir politique d'une classe sur une autre classe». En 1932, dans les Chiens de garde, il fustige à nouveau l'intellectuel hors de la société : «il est impossible de proclamer qu'on aime les hommes et



de tolérer qu'ils soient humiliés et écrasés». Il est nommé professeur à Bourg en Bresse. Mais, candidat communiste, il est dénoncé comme «Messie Rouge». Quittant l'enseignement, il devient permanent du Parti et critique littéraire à l'Humanité. Il avait adhéré en 1927 à Nantes, sous la houlette J.BRUHAT.

Le journaliste

En 1934, il fait un voyage en URSS. De retour, il publie divers reportages «orthodoxes». S'il y affirme : «l'angoisse a disparu de la vie des jeunes hommes et des jeunes femmes soviétiques. Ce sont des gens qui ont un avenir, parce que d'abord leur pays en a un», il confie cependant à SARTRE : «ce fut un séjour extrêmement corrompé». En juin 1935, il passe à la rubrique étrangère de l'Huma, puis

de Ce soir. Sur Munich (1938) il est lucide : «Peut-être pensait-on avoir sauvé la paix en fermant les yeux sur la disparition obscure au fond de l'Europe, de la Tchécoslovaquie isolée». Il n'en fut rien.

Fin août 1939, c'est en Corse qu'il apprend la signature du Pacte germano-soviétique. Jusqu'au bout, il a voulu croire à un accord entre Occidentaux et Soviétiques.

Destin brisé

«L'Allemagne sera à genoux», aurait-il lancé avant de partir. Il reste étonnant que ce spécialiste ait pu croire un tel accord possible, alors que France et Angleterre voulaient laisser à Hitler les mains libres à l'Est. Il fait parvenir à Jacques DUCLOS une brève lettre de démission du PC, en septembre 1939. Mobilisé, il est tué près de Dunkerque, en mai 1940.

Oui, il faut (re)lire NIZAN

Après guerre, sa démission suscitait encore bien des critiques dans son ex-parti, notamment d'Aragon. La focalisation exclusive sur ce fait ne rend pourtant pas justice à l'écrivain. Ni n'explique, seule, l'oubli dans lequel il est ensuite tombé, comme bien des intellectuels communistes, démissionnaires ou non. En 1938, SARTRE rendait hommage à son talent précurseur, radical et altermondialiste : «un style de combat, une arme» ! ZAN.

Lire Nizan

- Antoine BLOYE
Éd. : Grasset
(2005), 9,8 €
- De la littérature engagée, Ed. Complexe (2005), 9 €
- Les chiens de garde, Éditeur : Agone (1998), 10,5 €
- Aden Arabie, Éd. : La Découverte (2002), 5,5 €
- Aller plus loin :
- Revue «Aden, Paul NIZAN et les années trente», n° 1 à 3, dir. A.MATHIEU, 11 rue des Trois Rois, Nantes.
- R.ANTOINE : «La littérature pacifiste et internationaliste française», L'Harmattan, 2002.

Coup de cœur

Bernard THIBAUT «Ma voix ouvrière»
Stock, 2005, 230 pages, 18 €

Dans ce livre, le dirigeant CGT retrace d'abord sa vie à Stains, dans la «banlieue rouge», où il a ses premiers contacts avec le monde syndical et communiste. Il quitte l'école dès 16 ans pour un centre d'apprentissage de la SNCF. Première paye, en 1976 (313 F), est vite dépensée.

Ensuite, se déroule l'étrange destin d'un gamin de banlieue, qui deviendra, sans trop le vouloir, «l'homme par qui la France peut s'arrêter». Car le jeune ouvrier découvre le syndicalisme et, rapidement, les responsabilités. «J'étais plutôt suiviste que leader. Je n'ai pas une âme de meneur», assure-t-il. Mais cela ne l'empêche pas de conduire la grève de 1995. Quand Alain JUPPE, Premier ministre, lui dit : «Il faut quand même arrêter», le cheminot lui répond : «Oui, oui, ça peut s'arrêter en 24 heures. Tout dépend de ce que vous mettrez noir sur blanc». Et JUPPE de s'exécuter !

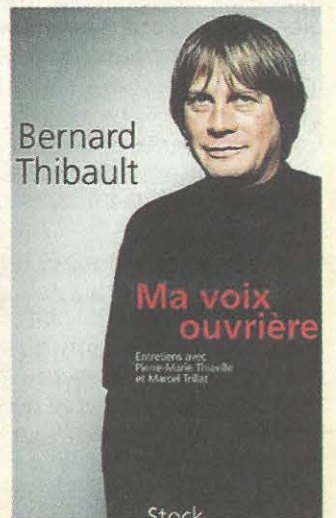
En février 1999, il est propulsé à la tête de la CGT leader d'une organisation de 700 000 adhérents. À ce titre, l'ex-ado timide, qui ne lisait guère et ignorait où était le rideau de fer, se rendra à Berlin, où devant la porte de Brandebourg, il est acclamé par 250 000 salariés allemands.

Discret sur son engagement au PCF, il explique qu'il y adhère en 1987, «parce qu'on bute sur le pouvoir politique dans le conflit de 1986». Et alors que le monde change en 1989, «au point que beaucoup de militants communistes ont pris le mur qui s'effondrait comme s'il leur tombait sur la tête».

La lutte contre la réforme des retraites : Bernard Thibault revient sur cet épisode sans masquer son amer-tume : «Ça fait partie des attitudes que je ne peux pas comprendre, et que je ne peux pas pardonner».

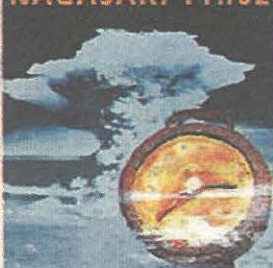
Modeste, il s'évertue à relativiser son parcours : «Je ne pense pas que ce soit un rôle historique». Son credo figure plutôt dans sa conclusion : «les affaires du monde sont trop importantes pour les laisser aux seules mains du monde des affaires».

Son histoire est ainsi non seulement celle de la CGT, mais du syndicalisme d'aujourd'hui.



Exposition...

HIROSHIMA 8h15
NAGASAKI 11h02



Hiroshima - Nagasaki à Cosmopolis-Nantes

Jusqu'au 27 février l'espace Cosmopolis de Nantes consacre une exposition au 60^e anniversaire des bombardements des villes japonaises d'Hiroshima et Nagasaki.

Composée de panneaux et d'objets recueillis sur les lieux, l'exposition, réalisée par le musée de la paix d'Hiroshima, témoigne du traumatisme subi par la population japonaise. Circulant depuis plusieurs années dans le monde, son objectif est de faire campagne contre le nucléaire militaire et pour une culture de paix.

Cosmopolis : 18, rue Scribe. Renseignements : 02 51 84 36 70.

Lire

■ Mgr Jacques Gaillot : Carnet de route, 10 ans après

Janvier 1995 : Mgr Jacques Gaillot est brutalement chassé de son diocèse d'Evreux, par décision du Vatican. Sa faute ? Être sorti du cadre où voulait l'enfermer l'Église. Cet homme de foi, dont les médias relayaient souvent les engagements, et qu'on côtoyait dans les manifs, n'hésitait jamais à parler. Il dérangeait... Rome le nomme alors à la tête

de l'évêché de Partenia, disparu depuis 15 siècles dans les sables du Sahara.

Depuis dix ans il n'a jamais cessé de lutter aux côtés des sans-papiers et des mal-logés. Jacques Gaillot nous livre ses réflexions comme on raconte le monde, le soir, à la veillée... De ses Carnets de route se dégage l'écoute particulière de cet homme, un authentique témoignage du don de soi et du partage de la parole de Dieu.

Éd. : J-C Gawsewitch, 2005 Coll : Coup de gueule 179 p., 16,5 €

Voir

■ Là-haut, les corbeaux !

Rien à voir avec Hitchcock, mais le Muséum de Nantes présente, jusqu'au 28 février, une exposition de ses collections de corbeaux, corneilles, choucas et autres bavardes... Associées aux œuvres de la plasticienne M.JOSSE. Fruit d'une démarche à la fois naturaliste et artistique, l'exposition aborde les questions de nourriture, de reproduction, de différenciation et de protection de l'espèce.

Quant à M. JOSSE, elle propose sa vision du corbeau à travers les croyances et a priori négatifs colportés sur ce noir volatile. Une occasion de parcourir également les riches galeries du Muséum, minérales et animales, son vivarium - frisson garanti - ainsi que l'expo Aubudon, le célèbre naturaliste couëronnais.

Un bon moment pour tous ceux qui, de 7 à 77 ans, ont su garder leur curiosité d'enfant. Muséum, 12 rue Voltaire, Nantes. Tous les jours de 10 h à 18 h, sauf mardi. Entrée : 3,1 € (1,6 € pour les 18-26 ans. Gratuité jusqu'à 18 ans pour les scolaires).

Près de vous

Donges :

60 convives au repas des élus

Le désormais traditionnel repas des élus communistes et républicains de la Communauté d'agglomération de Saint-Nazaire, a réuni une soixantaine de participants. Donges, tout un symbole pour des élus qui font de la croissance et de la diversification de l'activité des Chantiers Navals et de l'extension du Port Autonome sur Donges Est, leurs priorités pour 2005.

Carène :

Les élus prennent le bus

Après le conflit des chauffeurs de bus et pour préparer le prochain Plan de Déplacements Urbains, les élus communistes de la Communauté d'agglomération, ont décidé d'emprunter toutes les lignes des deux sociétés de transport.

Franchissement

de la Loire :

Enfin, la réunion

Lors du vote du Budget primitif 2005 du Conseil général, Jean-Louis LE CORRE a réitéré avec force sa demande de réunion du comité de pilotage pour un nouveau franchissement de la Loire. Après dix mois d'attente, le comité s'est réuni le 2 février 2005. Enfin !

Urgence Asie :

Des villes donnent

Les communes de Saint-Joachim et de Trignac ont décidé respectivement d'un premier versement de 1 000 € et de 1 500 €. La commune de Saint-Malo-de-Guersac délibérera début février. Elles accueillent aussi les dons individuels destinés aux associations.

ADECR :

Avec la D.C.N. en lutte

Lors de la grève de la D.C.N. Indret contre le processus de privatisation de l'établissement, Michel LUCAS, adjoint au Maire de Couëron et représentant de l'ADECR, a apporté son soutien aux salariés en lutte. Il a partagé leur inquiétude sur l'avenir de cet outil industriel d'état ouvert désormais aux marchés juteux d'armement, qui ont pour premiers objectifs de liquider les statuts, les emplois et brader l'indépendance nationale.

Territoires ruraux :

Une loi en trompe l'œil

André CHASSAIGNE, député, a qualifié la loi sur le développement du monde rural de «couteau sans lame qui aurait perdu son manche». Ce projet fait, en effet, silence sur les services publics alors que leur maintien est vital.

REZE :

IVG : Le combat continue

Joëlle PATRON lors du Conseil Municipal, a rappelé combien 30 ans après, nous pouvions remercier Madame VEIL et les femmes militantes des associations féministes qui ont œuvré avec courage, pour obtenir le droit à l'IVG. Elle a rappelé qu'il y a un an, l'amendement «Garaud» instituait «un délit d'interruption volontaire de grossesse». Il n'a heureusement pas vu le jour.

L'activité

■ PAYS DE LA LOIRE :

Le Choc des idées

Samedi 22 janvier 2005, les Conseillers régionaux communistes organisaient leur première rencontre citoyenne. Une première qui fut une réussite tant par la participation puisqu'il a fallu rajouter des chaises, que par l'intensité du débat : par moins d'une trentaine d'interventions dans la matinée. «Des propositions en rupture avec l'ancienne majorité de droite, les communistes en sont porteurs pour aujourd'hui et pour demain» affirmait, dans son introduction, Philippe DENIS, le Président du groupe, prenant l'exemple de la gratuité des manuels scolaires pour les lycéens.

«Donnons nous les moyens de contrôler le contenu de la formation continue» propose Hubert. «Prouvons, par nos combats et par nos choix que la gauche et la droite, ce n'est pas pareil car les attentes sont fortes» prévient Laurent. Jacques fait des propositions concrètes pour la SNCF, Denis interpelle sur le grave déficit énergétique de la Région, Serge parle des transports scolaires. Alors, l'apprentissage fait irruption pour un temps dans le débat. Il faut dire que les Pays de la Loire sont la première région de France par le nombre d'apprentis (28 000) et la 17^e pour la participation financière des patrons ! Les mouvements sociaux, l'Europe, la décentralisation, la fiscalité... Il aurait fallu l'après midi pour épuiser les sujets, noter les propositions. «La démocratie participative quand on arrête d'en parler et que l'on passe aux actes, en actes ça donne des résultats» commentait, en fin de matinée Philippe DENIS, bien décidé à recommencer et à élargir encore davantage la participation.

■ SAINT NAZAIRE :

Réunion publique à Méan Penhoët

Laurent BELLIOU, Maire adjoint, a relancé les réunions publiques dans son quartier. Jeudi 13 janvier, le logement social était au centre des discussions de la centaine d'habitants qui s'était déplacée.

Quartier populaire et ouvrier, berceau des Chantiers de l'Atlantique, Méan Penhoët, contrairement aux idées reçues, possède un habitat composé pour 70 % de logements individuels. 57 % des résidents sont propriétaires. L'annonce de la réalisation prochaine de deux programmes de 23 et 15 logements sociaux représente donc un appel d'air dans un quartier qui se rajeunit et dont on vient de rénover l'école.

■ MISSILLAC :

Michel GUILLET en colère

En Brière, les médecins manquent. Alarmé, le Maire de droite de Pontchâteau a décidé d'épargner Douste et de mettre en place un centre d'accueil et de permanence de soins. 21 communes seraient concernées dont Missillac. Michel GUILLET est intervenu en colère au dernier Conseil municipal : «Depuis des années, l'hôpital public est démantelé... Depuis 25 ans, on a volontairement diminué l'offre de formation des médecins, fermé les écoles d'infirmières, de sages-femmes, d'aides-soignantes... Au moment où tout est mis en œuvre, particulièrement dans les zones rurales comme la nôtre, pour casser tout le socle solidaire de notre société... Vous nous proposez, Monsieur le Maire, d'installer, à Pontchâteau, un préfabriqué pour y loger un Centre d'Accueil et de Permanences de Soins... qui sera en partie, financé par l'argent des contribuables et qu'il faudra peut-être revendre en 2008... C'est l'histoire du pyromane qui après avoir mis le feu à la forêt, se précipite avec un petit seau d'eau pour éteindre les flammes sans s'apercevoir que le petit seau est percé !»

■ LOGEMENT :

Un toit, un droit

Au nom de la solidarité, Jean-Louis Le CORRE demande la mise en place d'une politique humanitaire pour les Rom et les familles en errance. Depuis plusieurs mois, il dénonce inlassablement l'immobilisme et l'hypocrisie qui prévalent en la matière. De nombreuses familles se voient encore refuser le droit à la dignité.

La convention signée entre le Conseil général, le Conseil Communal des Affaires Sociales de la Ville de Nantes et l'Association «une famille, un toit» est un tout petit pas qui ne concerne que quelques familles régularisées. Les Droits de l'Homme sont bafoués. D'urgence, l'action doit être amplifiée pour que toutes les familles en errance bénéficient d'un toit. Les locaux existent, ils sont adaptables. C'est possible ailleurs, pourquoi pas chez nous ?

■ NANTES :

Des services municipaux menacés ?

Préoccupés par les conséquences de la décentralisation, les élus communistes ont écrit à Jean-Marc AYRAULT pour lui faire part de leurs craintes «sur l'avenir et le développement des services publics à Nantes». Ils soulignent qu'ils «ne partagent pas les choix qui sont faits d'accompagner les créations d'emplois dans les effectifs municipaux par des suppressions de postes». Constatant qu'il y aura bientôt de très nombreux départs à la retraite, il sera tentant, selon eux, «de réduire le nombre de personnels et de favoriser la mobilité interne». Solution qui permettrait de ne pas alourdir les charges... Mais qui conduirait irrémédiablement à la dégradation des services publics... Les élus communistes continueront de contribuer à créer une alternative de financements nouveaux pour les besoins nouveaux qui passent nécessairement par le développement des services publics nantais.

■ GRANDE BRIÈRE MOTTIÈRE :

Accord sur le niveau d'eau



Après l'Assemblée générale de la Commission syndicale Christian BOUALEM, Conseiller municipal de Trignac et Philippe HALGAND, Adjoint au Maire de Saint-Joachim, tous deux Syndics de Brière, se disent satisfaits de la proposition de la commission «niveaux d'eau». Une proposition qui a réconcilié, une fois n'est pas coutume, chasseurs, pêcheurs et agriculteurs. Avec une souplesse de plus ou moins 3 cm, le niveau d'eau serait de 1,55 m en octobre et de 1,95 en février. Pour l'été, un geste a été fait, en direction des pêcheurs : le niveau sera maintenu à 1,70m au 1^{er} juin. Les Syndics ont approuvé la poursuite de l'extraction du «noir de Brière» et le nouveau périmètre «Natura 2000».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Plusieurs dates sont à retenir

Politique :

Mercredi 2 février : 18 h 30

Assemblée des communistes de Bouguenais

Salle du 8 mai à Bouguenais

Mardi 8 février : 20 h

Réunion-débat constitution européenne - salle Hippolyte Derouet - Les Sorinières

Festif :

Vendredi 4 février :

Banquet de la Fédération à Couëron avec animation musicale et la participation de Fabienne Pourre Membre de la direction nationale du PCF

Culturel :

Judi 3 février :

Conférence à 20 h 30 de Mme MIHO SHIMMA, présidente de l'institut Hiroshima sur le thème «en finir avec les armes nucléaires»

Mémoire :

Samedi 12 février terrain du Bêle à Nantes à 10 h 30.

Cérémonie du 62^e anniversaire des procès et des fusillades «Des 42 et des 16»

■ AMIANTE, LES CHANTIERS CONDAMNÉS

La Cour de cassation vient de donner raison aux salariés et ainsi confirmer la «faute inexcusable» de l'entreprise dans le dossier de l'amiante. Cette décision entérine d'une façon définitive, la responsabilité des Chantiers «**d'exposer les salariés à des risques alors qu'elle n'a rien fait pour les en préserver**». Cette décision de justice met fin à l'argumentation des entreprises et des Chantiers de l'Atlantique qui ne cessaient de plaider sur l'ignorance des risques de l'amiante. Il fallait que les coupables soient condamnés. Il reste toutefois une situation sociale, extrêmement grave à gérer avec les milliers de salariés victimes d'asbestose causée par l'inhalation de poussières d'amiante.

■ NOUVEAUX BUREAUX POUR LES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Profitant de l'inauguration des nouveaux bureaux de l'association des élus communistes et républicains au siège de la Fédération, le Bureau de l'Association Des Élus Communistes et Républicains de Loire-Atlantique présidé par Marc JUSTY, a rappelé devant la presse les différentes questions qui sont aujourd'hui au cœur de ses préoccupations.

C'est notamment le cas en ce qui concerne le désengagement de l'état, le transfert des charges et la réduction des aides aux collectivités. Les élus présents à cette rencontre de presse ont également abordés le projet de loi actuellement en préparation au niveau des parlementaires communistes pour une réforme des finances et de la fiscalité locale.

Marc JUSTY a précisé que des initiatives locales des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique relaièrent, dans les semaines qui viennent, les propositions faites nationalement.



■ REZÉ : OÙ VA LA POSTE ?

Après la disparition de l'agence du Corbusier, c'est aujourd'hui celle de Trentemoult qui est promise à la fermeture. Les communistes de Rezé dénoncent vivement ce mauvais coup contre un service public de proximité. Dans un contexte marqué par une offensive sans précédent contre les services publics, cette suppression marque une nouvelle étape du désengagement de l'état. C'est en effet grâce à des moyens mis à la disposition par la ville de Rezé qu'existe ce service public.

Les communistes rezéens refusent des automates ou un point poste. Ils demandent que tout soit mis en œuvre, pour qu'une solution soit proposée et discutée avec La Poste.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Gérant : CHENEAU Yannick

Commission paritaire : N°52987

Imprimerie : IPRAM Lannion

Composition SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

Ce numéro des Nouvelles de Loire

Atlantique a été réalisé avec le concours :

BENÂTRE Marie-Annick

CHENEAU Yannick

DEJEU Michel

LUCAS Michel

MARTEL Jean-Paul

MARTIN Jean-Yves

SEASSAU Aymeric

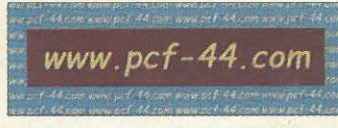
VINCE Yann



Vite lu...

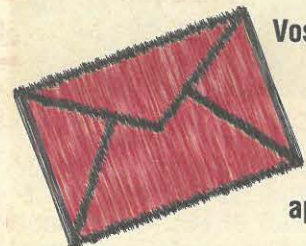
■ LES COMMUNISTES DE LOIRE ATLANTIQUE SE METTENT AU NET

La Fédération du PCF a décidé d'investir le net en se dotant de son propre site : www.pcf-44.com. Il est désormais ouvert et à la disposition de tous : qu'il s'agisse des militants ou de tout un chacun(e) désireux de connaître l'opinion des communistes de Loire-Atlantique sur les sujets les plus divers, de l'aéroport de Notre Dame des Landes à notre campagne pour le NON de gauche au référendum ! De conception interactive, ce site permettra à de nombreux rédacteurs d'alimenter les rubriques. À vos claviers... Vous découvrirez une page d'accueil «bleu atlantique» chapeauté d'un bandeau «titre» rouge souligné de quelques photos symbolisant à la fois le département et notre militantisme... Le tout ouvre sur une présentation claire et concise des rubriques (Campagnes en cours, dossiers thématiques, elles et ils ont dit, histoire, culture et idées, vie du PCF, vie locale et contacts, vos élu(e) s...) et de quelques éléments d'actualité (A la une, actions, agenda). À vous de juger... Et d'améliorer par vos propositions !



■ YV

Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »
e-mail : nla@wanadoo.fr

Un journal communiste

La Fédération a un

contenu ouvrier et militant riche, une grande tradition des luttes sociales et politiques.

Cela ne peut se traduire

que par la mise en place d'un journal communiste menant un combat communiste, ce qui est décisif. Le journal doit être un informateur objectif, un organisateur collectif de la lutte et un éducateur.
Lucien Chatelain

Être plus près des initiatives

Nous déplorons que les «Nouvelles» ne relaient pas les initiatives associatives ou municipales, dans le domaine culturel ou pour les actions de défense des libertés ou de paix... Pourquoi NLA ne tient pas compte des faits majeurs qui se pas-

sent dans notre département ?

Problème d'organisation, dates de parutions connues de tous, manque de correspondants locaux pour suivre les événements ? Les responsables de pages ne s'informent peut-être pas à l'avance des programmes (ciné, théâtre, conférences...) pour en retenir et les annoncer.

Paulette Mérant
Saint-Nazaire

Être lu et être compris

La rédaction semble s'être laissée entraînée

vers l'abondance et l'allongement des textes. «Le tassement» nuit à la compréhension du contenu. Lire et être lu et surtout compris, donner un sens à une phrase contribuera à stopper ce fatalisme qui tend à se développer au détriment d'une prise de conscience favorable à la montée des luttes

Robert Bernier
Nantes

Une argumentation utile

J'ai énormément apprécié la série d'articles sur la constitution européenne.

J'avoue franchement que j'ai quelques difficultés à lire et, même si j'ai acheté le texte que nous a proposé l'huma, je ne l'ai pas lu et ne le lirais vraisemblablement jamais. C'est pourquoi je crois que les «Nouvelles» peuvent contribuer à donner, à plein de gens comme moi, les arguments nécessaires à convaincre autour de nous. J'attends la nouvelle formule en souhaitant qu'elle soit porteuse des questions locales sans pour autant gommer les questions de fond.

Reçu anonymement par internet